

Optimisation de l'assurance pour les professionnels du photovoltaïque et de l'IRVE



Le congrès de la FEDELEC a été l'occasion pour Patrick Baby et Damien Longeau de la MAAF de détailler les avancées majeures en matière d'assurance pour les secteurs en plein essor du photovoltaïque et de l'installation de bornes IRVE. Ces présentations ont mis en lumière les enjeux importants et les solutions proposées pour ces activités, soulignant notamment le rôle essentiel de l'assurance décennale et des qualifications professionnelles.

L'ASSURANCE DÉCENNALE : UN IMPÉRATIF LÉGAL

L'assurance décennale est une obligation légale pour toute entreprise intervenant sur un chantier de construction. Elle garantit la couverture des dommages pouvant compromettre la solidité de l'ouvrage ou le rendre impropre à sa destination, et ce, pendant une période de dix ans après la réception des travaux. **Il est primordial que le contrat d'assurance mentionne explicitement toutes les activités exercées par l'entreprise, y compris celles réalisées de manière occasionnelle.**

À défaut, l'assureur pourrait refuser d'indemniser en cas de sinistre.

Par exemple, pour les électriciens, l'obtention d'une qualification IRVE implique une mise à jour immédiate du contrat d'assurance décennale. Il est donc impératif de déclarer ces nouvelles activités à votre assureur pour garantir une couverture adéquate et conforme à la réglementation.

LES EXIGENCES DE LA MAAF : GARANTIR UNE COUVERTURE ADAPTÉE

La MAAF a mis en place des directives claires pour l'assurance de ces activités. Cela inclut une tarification spécifique et l'intégration obligatoire des activités photovoltaïques et IRVE dans le contrat. Pour simplifier les démarches, une nouvelle fiche de renseignements dématérialisée est désormais disponible. Les installateurs doivent impérativement respecter les normes de construction et

privilégier l'utilisation de produits figurant sur la liste verte de l'AQC (Agence Qualité Construction).

Pour le photovoltaïque, la MAAF exige une expérience avérée et des certifications spécifiques pour les installations de 36 kWc et 500 kWc. Les techniques courantes sont privilégiées, avec une certaine flexibilité pour les procédés sous Évaluation Technique Nationale (ETN).

En ce qui concerne la pose de bornes IRVE, la qualification IRVE est obligatoire pour les professionnels, sauf pour les dispositifs d'une puissance inférieure ou égale à 3,7 kW installés en habitat privé et non accessibles au public.

Des organismes comme Qualit'ENR, Qualifelec et Afnor sont les garants de ces certifications. Comme l'ont rappelé Patrick Baby et Damien Longeau, il est important pour les installateurs de contacter leur chargé de clientèle professionnelle afin d'ajouter une clause

spécifique à leur contrat d'assurance.

Consciente de l'importance des qualifications, la FEDELEC propose d'ailleurs régulièrement des formations dédiées pour accompagner les professionnels dans l'acquisition et la mise à jour de leurs compétences, assurant ainsi leur conformité avec les dernières normes et technologies. ■



Pour en savoir plus, l'article complet est disponible sur le site de la FEDELEC. N'hésitez pas à le consulter pour approfondir vos connaissances sur le sujet.